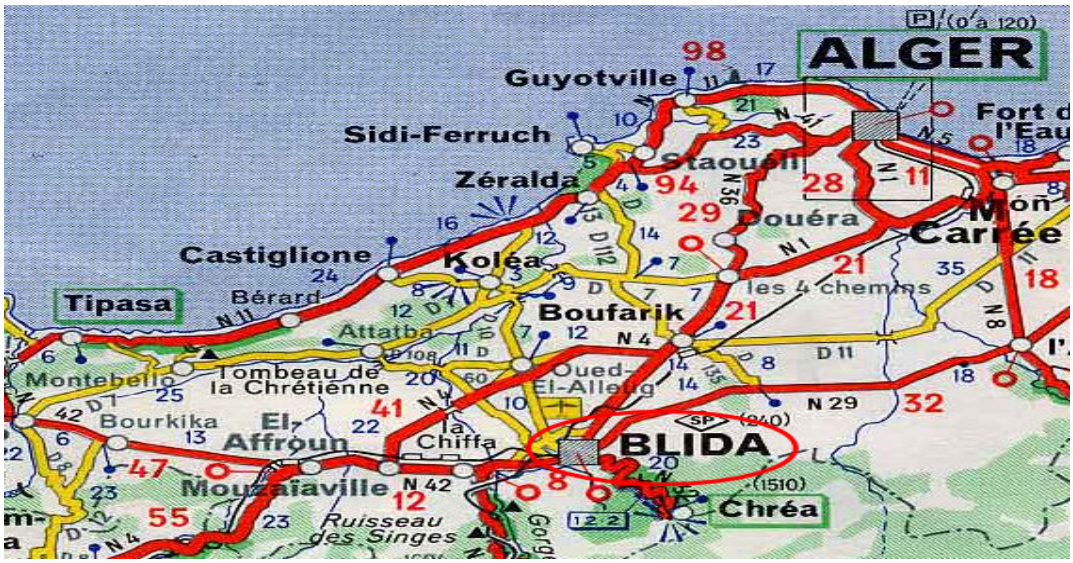
BOURKIKA

A 13 mètres d'altitude cette localité est située au Sud-ouest d'ALGER et à environ 18 km au Sud-est de TIPASA.



Climat méditerranéen avec été chaud.

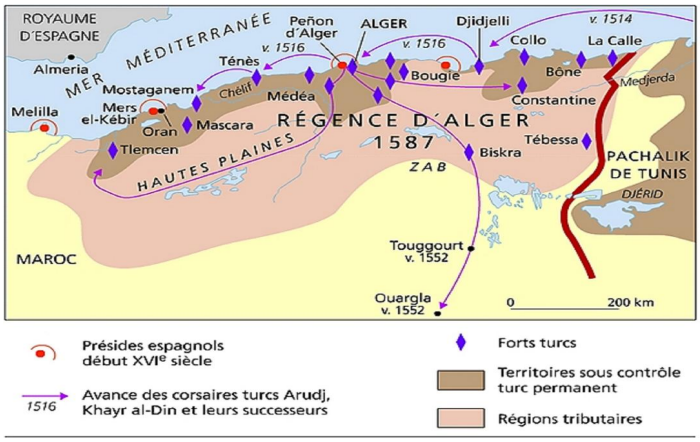
Origine du nom :

Arabe. C'est le nom de l'Oued près duquel a été bâti le village. Cet oued BOURKIKA qui sert de limite à la commune, est un affluent de l'oued NADOR.

Histoire :

A partir de l'an 40 les Romains s'installent dans la région et leur empire s'étendait s'étendant sur tout le bassin méditerranéen. L'occupation romaine algéroise a été entamée à partir de son site défensif en s'y implantant à proximité, si ce n'est pas sur le comptoir même. Des camps militaires assuraient le contrôle du territoire, et des voies servaient pour acheminer les produits vers Rome. Alger était en ce moment un camp de moindre importance que Cherchell (Iol et Casarea) qui était la capitale de la Province romaine.

Entre 945 et 971, Alger fut fondée avec l'avènement de l'Islam et faisait partie des villes côtières qui n'avaient pas une grande importance, d'où décadence et régression, notamment sous les dynasties qui ne s'intéressaient qu'à l'intérieur du pays. C'était au-delà des côtes que passaient les routes de l'or, source essentielle des matériaux précieux pour le monde méditerranéen.



Le 16ème siècle, en1515, sera la prise du pouvoir par les Ottomans avec la mise en œuvre de la Régence jusqu'à l'arrivée des Français.

Présence française 1830 - 1962

En 1830, le roi Charles X, soucieux de restaurer le prestige de la France à l'étranger, décide de s'emparer de la ville d'ALGER. En quelques dizaines d'années, la domination française s'étend sur une grande partie du territoire algérien, malgré de nombreuses résistances locales. La France décide alors de faire de l'Algérie une véritable colonie de peuplement et la pièce maîtresse de son empire colonial.

Sur le chemin menant de MARENGO à EL-AFFROUN, la création d'un nouveau centre avait été décidée par arrêté du 23 février 1835, dans le département Alger canton de Marengo (en 1960 : devenu canton de Blida)

Son territoire s'étendra sur 1500 hectares dont 520 en terres à défricher et 650 pouvant être cultivés immédiatement. Il fut assez difficile à rassembler et l'administration dut exproprier des terres contre indemnités ou échanges.
Le Génie fut chargé de la construction des maisons et de l'adduction d'eau. 51 maisons étaient terminées en juin 1840, mais le centre resta inoccupé.

Mais dans cette région du lac HALLOULA où la tribu des HADJOUTES vivait et lançait ses guerriers dans des attaques contre l'armée française, pendant la période précédant la complète colonisation de cette plaine. Après leurs raids destructeurs et sanglants, ils revenaient se mettre à l'abri dans les marécages dont seuls ils connaissaient les moindres sentiers et lieux de passage.

Il a donc été nécessaire de procéder à sa totale pacification.

Ce centre de colonisation a été créé en 1851, juste au moment où, après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, des émeutes avaient éclaté en France contre Louis Napoléon, Président de la République et futur Empereur.



Napoléon lll (1808 – 1873)

En effet, le 2 décembre 1851, le président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, élu au suffrage universel, fait un coup d'Etat pour conserver le pouvoir. Des affiches, imprimées dans la nuit du 1er au 2 décembre, reproduisent un " appel au peuple et aux soldats " ainsi que deux décrets : l'un dissout l'Assemblée nationale, abroge la loi du 31 mai et rétablit le suffrage universel, décrète l'état de siège ; l'autre appelle les Français à un plébiscite pour reconnaître l'autorité de Louis Napoléon (*Ndlr : Voir au paragraphe 2*).

Au petit matin, les députés ont été arrêtés. Des députés monarchistes tentent de résister à la mairie du 10e arrondissement ; les 220 députés présents avec Odilon Barrot et Berryer sont rapidement dispersés ou vont grossir les effectifs de la prison de Mazas ; un Comité de résistance républicain avec Schœlcher, Jules Favre, Victor Hugo s'efforçe de soulever le peuple parisien ; des barricades, élevées les 3 et 4 décembre, sont vite enlevées par la troupe qui tire le 4 décembre sur la foule qui manifeste sa désapprobation.

La résistance violente s'étendit du 3 au 8 décembre au Nord du Massif central, dans l'Allier, la Nièvre, dans quelques foyers du Sud-ouest, à Auch et dans l'Hérault (à Bédarieux et à Béziers). La principale résistance se manifeste dans le Sud-est, en Ardèche, dans la Drôme, les Alpes de Haute Provence et le Var.

Cette opposition fut vite réduite ; 32 départements furent mis en état de siège (le 8 décembre dans l'Hérault), 27 000 arrestations opérées. Sur simple décision administrative, 19 464 personnes sont condamnées à des peines diverses, dont 9 820 à la transportation à Cayenne ou en Algérie.

La justice commença à instruire ces affaires mais elle fut dessaisie et, dans chaque département, fut constituée une commission mixte formée du préfet, d'un général ou d'un officier supérieur, d'un magistrat. Les débats étaient brefs ; les accusés n'avaient pas de défenseurs ; les décisions étaient sans appel.

Sur 19 464 personnes condamnées par les commissions mixtes, 9 820 furent « transportées » (239 à Cayenne ; 4 549 en Algérie avec le signe + (plus) qui signifiait résidence forcée ; 5 032 en Algérie, signe – (moins), c'est-à-dire en résidence libre. Les autres eurent des peines plus légères : expulsion (980) ; éloignement temporaire (640) ; internement (2 827) ; mise sous surveillance (5 197).

Ce village a accueilli beaucoup de ''Transportés'', nom donné aux émeutiers arrêtés, jugés et condamnés. En fait des Lois d'amnistie les libérèrent entre 1853 et 1859, et ils repartirent presque tous. La plupart étaient francs-comtois et bons buveurs.

Le territoire communal est double : montagne et plaine. Seule la plaine a vu l'installation de fermes européennes ; en petits nombres, car les champs du Nord étaient, jusqu'en 1930, menacés par les extensions hivernales du fameux lac HALLOULA.

Un seul centre de peuplement : Le village de BOURKIKA au plan en damier classique, établi de part et d'autre de la Route Nationale 42 qui suit le pied de l'Atlas de MARENGO à LA CHIFFA. Il était desservi par les autobus de la société MORY.

Les activités étaient purement agricoles : Vigne, agrumes et, après 1945, fleurs.

La population en 1954 était de 3 203 dont 397 non musulmans. La population agglomérée au village était de 472 personnes en 1948.

Particularité : La découverte, à 5 km au nord du village, de douze sarcophages (vandalisés depuis longtemps) avec des inscriptions évoquant deux martyres chrétiennes du 4ème siècle.

BOURKIKA village de colonisation

En 1851

Fin janvier 1851, huit familles suisses du Bas-Valais, nanties par leur canton d'origine d'un pécule de 375 francs vinrent s'y installer. Ils défrichèrent leurs jardins et écrivirent à des compatriotes de venir les rejoindre.

En mars, 16 nouvelles familles arrivaient, puis une quarantaine d'autres. La colonie comptait alors 283 personnes, placées sous l'administration du Capitaine Blanc, d'EL-AFFROUN. Rapidement, l'administration demande à ce dernier d'engager les célibataires à quitter le centre, et à les expulser au besoin, s'ils ne donnent pas satisfaction.

Avec les chaleurs de l'été le paludisme fit son apparition. La colonie est décimée par les fièvres et la chaleur. « *Il n'y a plus de gaîté ni d'entrain,* écrit le Directeur*, mais de la tristesse et de l'abattement dans les maisons encombrées de malades où tout le monde s'enferme, de peur du sirocco et du soleil* ». Il demande des secours, et qu'on procède le plus rapidement possible au lotissement des terres. « *La misère est grande dans les ménages ; les moyens d'existence accordés sont insuffisants, surtout pour les malades. On ne peut acheter que du pain et fort peu avec 0,25 f. Il serait urgent de leur allouer une demi livre de viande jusqu'au mois d'octobre* ».

Un rapport du Docteur Vincent, médecin de la colonie, explique que les émigrants suisses sont une proie toute désignée pour la maladie. Leur état se traduit par des goitres chez les femmes, par une anémie et un développement difficile chez les jeunes filles, par des tares physiques et mentales chez les hommes. Le climat et la misère ne peuvent qu'empirer cet état. Il leur fit distribuer 50 manuels d'hygiène.

Devant leur dénuement, le Gouvernement général leur alloua une indemnité supplémentaire de 0,50 f, leur fit distribuer cent paillasses. Une quatrième religieuse vint les assister.

A un regain du paludisme en octobre, beaucoup quittèrent le village qui ne comptera en fin d'année que 144 habitants contre 283 fin juillet. 57 personnes sont mortes au cours de l'année, un cinquième ! 82 sont parties.

En 1852 des aménagements sont réalisés pour l'assainissement et l'adduction d'eau. Au début de l'année, sept familles d'Alsaciens, puis onze familles de Francs-Comtois arrivent à BOURKIKA qui sera peuplé de déportés politiques. La colonie compte 222 personnes.

Fin mars, le directeur se déclare satisfait. Malgré la maigre indemnité qui leur est allouée, chaque colon abandonne cinq centimes par jour pour constituer un fonds de secours. Il se félicite du bon exemple apporté dans la colonie par les Alsaciens et les Francs-Comtois. Hélas ! Ces derniers vont payer un lourd tribut au paludisme et, en octobre, il ne reste plus que cinq familles frappées par la mort, les autres sont parties, éprouvées elles aussi.

Le rapport de septembre du directeur est moins optimiste que celui du 31 mars. Il se plaint de « *l'apathie des familles suisses, qui composent encore la majorité de la colonie et dont le canton du Valais paraît avoir favorisé l'émigration parce qu'elles étaient en charge. Elle renferme des crétins et des goitreux qui ne sont pas démoralisés parce qu'ils n'ont pas l'intelligence de penser au lendemain. Quoiqu'ayant des habitudes de religion, elles sont affligées du vice de l'ivrognerie dans les deux sexes et d'une grande immoralité chez les femmes* ». A ce moment, la population ne compte plus que 169 personnes, dont 31 enfants de moins de 7 ans, contre 211 en juin. Il y a bien eu 2 naissances, mais 28 départs et 18 décès. Et le nombre de décès ne fait que s'accroître au cours du dernier trimestre : 35, ce qui porte leur nombre à 53 au cours de 1892 (238 pour mille).

Et le lotissement demandé à grands cris ne se fera qu'en novembre 1853 ! Les Archives d'Outre Mer possèdent la liste des concessionnaires au 2 août 1854 : 23 familles françaises, 17 suisses, 2 prussiennes, 1 belge et 2 italiennes. Ce même état porte une appréciation du Directeur de la colonie sur chaque chef de famille : 19 concessionnaires sont jugés bons ou assez bons (l'un d'eux est noté comme sachant écrire), 15 autres, la plupart buveurs, médiocres ou mauvais, 6 habitent ailleurs et 5 lots sont abandonnés. La colonie se développe lentement. Les vides créés par les décès ou les départs furent comblés, le plus souvent par des agriculteurs, soit immigrants, soit du pays.

Grâce aux travaux d'assainissement, notamment dans la région du lac, les décès passèrent, entre 1852 et 1859, de 238 pour mille à 25 pour mille. Toutefois la population ne retrouvera pas, en 1859 (235) son chiffre de juillet 1851 (282).

L'élément européen n'y sera jamais très élevé. Il atteindra 605 habitants, dont 21 étrangers en 1954. Par contre l'élément indigène, lui, sera à cette date plus de 8 fois supérieures. Ce fait tient en partie à ce que plus de la moitié des propriétés dépassent 40 hectares, un cinquième dépassant 100 ha, employant surtout de la main d'œuvre indigène.

BOURKIKA a le plus fort pourcentage de propriétés dépassant 40 ha des 28 communes de la plaine : 50,98 % devant ATTATBA (48,93%), AMEUR EL AÏN (40 %) loin devant EL AFFROUN (11,26 %). La presque totalité des terres cultivées, 78%, sera constituée par des vignes au rendement élevé (70 hl/ha) ce qui fera de BOURKIKA une des plus fortes productrice de vin de la Mitidja.

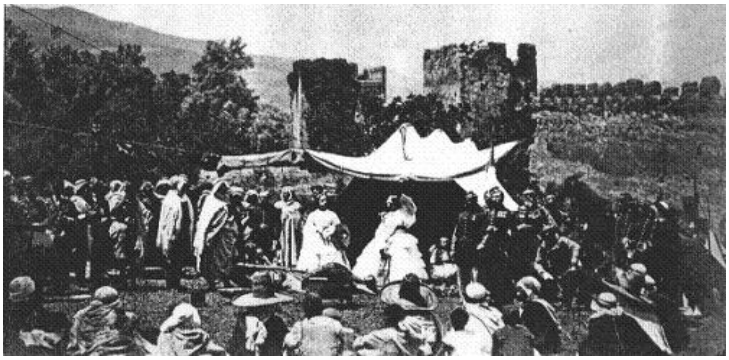
BOURKIKA deviendra commune de plein exercice en 1860.

<u>En 1865</u>



Le 6 mai 1865, dans la cadre de sa deuxième visite en Algérie, l'Empereur NAPOLERON III se rendit à Boufarik, décora des colons de la Mitidja, cette plaine désormais couverte de vignes, d'orangers, de mandariniers, de céréales et de plantes à parfums. Ces colons qui consacrent leur vie à l'agriculture, au défrichement, à l'assainissement des terres. Dans la Mitidja, autour de Boufarik et de Blida, ils ont réalisé une oeuvre admirable. Entre 1830 et 1860, un réseau de canaux de 200 kilomètres y a été ouvert, assainissant 11 000 hectares, et il n'y reste plus que 6 000 hectares de marais permanents.

Puis, il regagna Alger en passant par Koléa. Le 7 mai, il se rendit par le train jusqu'à Blida, puis en voiture jusqu'à BOURKIKA et MARENGO qui sont des régions d'authentique colonisation. Le 8, il rentra à Alger, et participa à des séances de travail. Il visita la bibliothèque, le palais de Justice, le lycée, le collège "Arabe Français" - prolongement de l'école de ce nom - et donna le soir une réception.



Napoléon III s'est intéressé à l'Algérie depuis longtemps. Il est bien connu qu'il a fait libérer ABD-EL-KADER de sa captivité, et que la reconnaissance de celui-ci s'est manifestée, à Damas, avec éclat. Il est bien moins connu que Napoléon III, dès 1852, songea à prendre le titre de roi d'Algérie en même temps que celui d'Empereur des Français, ce qui eût évoqué le double titre de Napoléon 1er.

<u>Vers 1900</u>

Des maisons basses sont d'origine (1851) ; elles sont qualifiées parfois de '' mahonnaises ''. Le village après beaucoup de difficultés a progressé et son bâti est en conséquence. Les rues, comme il était de règle alors, sont bordées de trottoirs et de plantation de nombreux arbres.

Le nom de BOURKIKA (*père de la maigre*) évoquerait le drame d'un ermite du temps jadis qui aurait eu une fille anorexique !



Le village est sur la RN 42 qui va de BLIDA à DESAIX. Il est à mi-chemin entre Blida et Cherchell : 33 Km de chaque côté. Le centre européen le plus proche était MARENGO à 6 km. La ville a été construite dans la plaine, mais très près du piémont de l'Atlas blidéen.

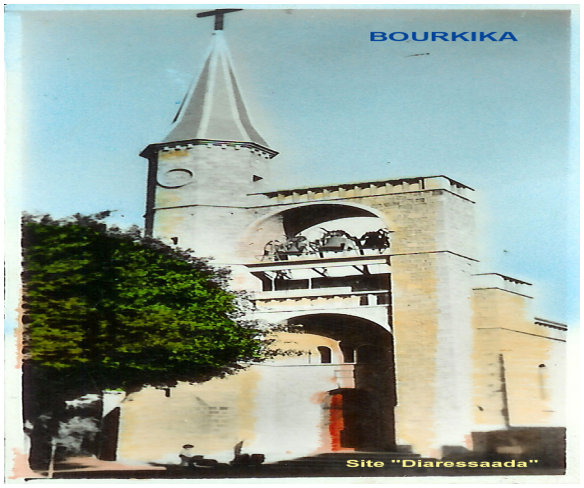


<u>Après 1945</u>



Plan en damier classique ; mais la rue principale n'est pas au milieu comme le plus souvent. Et il n'y a pas de place carrée ou rectangulaire centrale ; seulement un mail ombragé. Il est difficile de dire si les premières maisons à gauche de cette rue, confondue avec la RN 42, sont les maisons d'origine, mais ce n'est pas impossible. D'une façon générale il y eut peu de maisons à étage et beaucoup de jardins derrière les maisons. Donc un village et pas du tout une petite ville. La direction de Blida est ''à droite '' et celle de Marengo ''en haut''.

L'architecture de l'église, avec son haut fronton échancré et son clocher en forme de tour, est très originale. Ce n'est sûrement pas l'église de 1851.





BOURKIKA fut également un centre de regroupement pendant la Guerre d'Algérie.

MONUMENT aux MORTS *Source : Mémorial GEN WEB*

Le relevé n°54411 mentionne 18 noms de soldats ''Mort pour la France'' au titre de la Guerre 1914-1918, savoir :

ANDRE Louis (Mort en 1915) – CHAMPION Charles (1915) – DOUMERGUE Emile (1918) – FABRE André (1918) – HECKENDORN Alfred (1915) – HECKENDORN Emile (1917) – ISIDORE Alexis (1918) – KAUFFMANN Eugène (1916) – MEYER Augustin (1918) – NADAL Evariste (1916) – NADAL François (1918) – PETERSEN Gustave (1916) – ROLLIN Lucien (1916) – SERRETTE Henri (1916) – SERRETTE Jean Louis (1915) – TRABY Auguste (1918) – TRABY Octave (1914) – VERDUZENS Pierre (1914) -



2/ NAPOLEON III

Né à Paris le 20 avril 1808, mort à Chislehurst dans le Kent (Angleterre) le 9 janvier 1873, Charles Louis Napoléon neveu de Napoléon Ier, est le troisième fils de Louis Bonaparte et de Hortense de Beauharnais elle même née du premier mariage de l'impératrice Joséphine.

Louis Napoléon est élevé par sa mère, devenue duchesse de Saint-Leu après la chute du premier Empire, et passe sa jeunesse en Suisse, au château d'Arenenberg. Son éducation est confiée à Philippe Lebas, fils du conventionnel robespierriste, élève de l'École normale créée par Napoléon.

Elève au collège militaire d'Augsbourg puis à l'École militaire de Thoune, il sort officier d'artillerie de l'armée helvétique.

Il a tout juste vingt ans, il reprend à son compte les idées du Mémorial de Sainte-Hélène.

Napoléon est le continuateur de la Révolution ; il a toujours voulu la paix et n'a fait la guerre qu'à son corps défendant ; il a répandu le principe des nationalités ; sa famille a pu commettre des fautes, mais elle reste digne de la confiance de la nation.

En décembre 1830, Louis-Napoléon prend part à une conspiration contre le pouvoir pontifical, qui lui vaut d'être expulsé de Rome. En février 1831, il se lance avec son frère dans l'insurrection des Romagnes et combat les troupes pontificales. Napoléon-Louis meurt de la rougeole à Forli. Lui-même échappe à la répression autrichienne, traverse la France et, de Londres, se mêle à un complot militaire, d'ailleurs étouffé dans l'œuf, contre la monarchie de Juillet. Il revient alors à Arenenberg.

Croyant pouvoir compter sur certains commandants d'unités de la région, il tente un coup de main à Strasbourg le 30 octobre 1836. L'affaire avorte malgré le ralliement d'un régiment. Louis-Napoléon est arrêté, embarqué sur une frégate et débarqué aux États-Unis. Revenu à Arenenberg, il part pour Londres, le gouvernement français ayant menacé la Suisse d'invasion s'il n'était pas expulsé.

Le 6 août 1840, Louis-Napoléon débarque près de Boulogne à la tête d'une cinquantaine de conjurés. Il est arrêté quelques heures plus tard, le gouvernement de Louis-Philippe étant renseigné sur les préparatifs par un des principaux collaborateurs du prince. Le 6 octobre 1840, Louis-Napoléon est condamné par la Cour des pairs à l'emprisonnement perpétuel. Enfermé au fort de Ham, il s'y livre, avec une grande curiosité d'esprit, à des travaux historiques, économiques, sociaux et politiques, écrivant notamment une Histoire de l'artillerie.

En mai 1846, après six ans de captivité, Louis Napoléon emprunte les vêtements d'un maçon surnommé Badinguet (nom dont l'affublent ironiquement ses adversaires sous l'Empire) et parvient à s'échapper. Il gagne Londres où il se lie avec miss Howard qui lui apporte une aide financière importante et l'accompagne lorsqu'il rejoint Paris, à la faveur de la Révolution de 1848.

Lamartine lui demande de s'éloigner momentanément. En juin, sans être revenu en France, grâce à la légende napoléonienne et malgré sa réputation d'aventurier il est élu représentant à l'Assemblée constituante le même jour dans quatre départements. Il démissionne le 15 juin pour éviter de provoquer par sa présence le vote d'une loi d'exil.

Réélu en septembre dans cinq départements, il se présente à la présidence de la République le 10 décembre. Les monarchistes du parti de l'Ordre, qui n'ont personne à présenter, se rallient à Louis-Napoléon, faute de pouvoir obtenir des garanties du candidat des républicains modérés, Cavaignac, que la répression des journées de juin a d'ailleurs rendu impopulaire. Louis-Napoléon, seul candidat dont le nom soit connu des ruraux, est élu par 5 434 000 voix contre 1 448 000 à Cavaignac et 370 000 à Ledru-Rollin.

Ce triomphe est pourtant assombri par la promulgation de la Constitution de la 2e République limitant son mandat à quatre ans. Habile politicien il va réduire à néant l'opposition républicaine, laisser les conservateurs se discréditer eux même.

Ne pouvant faire modifier la Constitution, il décide de faire un coup d'Etat aidé dans son projet par Charles de Morny (son demi-frère), Persigny, Maupas et Saint-Arnaud. Au matin du 2 décembre 1851, date anniversaire du sacre de Napoléon 1er et de la victoire d'Austerlitz , une proclamation est affichée dans les rues de Paris, annonce la dissolution de l'Assemblée, le rétablissement du suffrage universel et un plébiscite qui l'autorisera à donner à la France des institutions renouvelées de l'Empire.

La majorité monarchiste ne pouvant résister se contente de protestations verbales. Les républicains tentent de soulever le peuple des faubourgs. Quelques barricades s'élèvent le 3, et Saint-Arnaud, retire ses troupes la nuit pour pouvoir mieux écraser l'insurrection le lendemain. Le 4 décembre 1851, l'insurrection est terminée. Il y a près de quatre cent morts, vingt-sept mille personnes seront arrêtées. Au début 1853 il en restera plus de six mille qui seront déportés dans leur grande majorité en Algérie.

Le coup d'Etat est plébiscité le 21 décembre 1851 avec 7 145 000 « oui » contre 592 000 « non ». Le 15 janvier 1852 est promulguée une constitution inspirée de la Constitution consulaire de l'an VIII. Charles Louis Napoléon à gagné, son mandat de président est porté à dix ans.

Malgré tous les pouvoirs qu'il détient, sa situation de président ne le satisfait pas. Il organise le 21 novembre 1852 un nouveau plébiscite destiné au rétablissement de la dignité impériale. La réponse est sans équivoque : 7 824 000 de « oui » contre 253 000 de « non ». Charles Louis Napoléon devient Napoléon III.

En 1853, Napoléon III épouse Eugénie de Montijo fille du comte de Teba. Cette dernière lui donne un fils Eugène Louis Napoléon en 1856, qui sera tué en Afrique australe par les Zoulou en 1879.





Sous le régime autoritaire de Napoléon III, une œuvre économique considérable est entreprise. Le réseau ferroviaire passe de 3 000 km en 1852 à 18 000 km en 1870.

L'expansion du textile, de la chimie, de la sidérurgie et de la métallurgie), la modernisation de l'agriculture, la création de grandes banques capables de financer l'industrie grâce au crédit permettent un fort essor économique et industriel. On assiste au passage progressif du protectionnisme au libre-échange, consacré par le traité de commerce du 23 janvier 1860 avec la Grande-Bretagne.

Sous son régime, c'est aussi le programme d'aménagement de Paris, confié au baron Haussmann, qui transforme radicalement la physionomie de Paris.

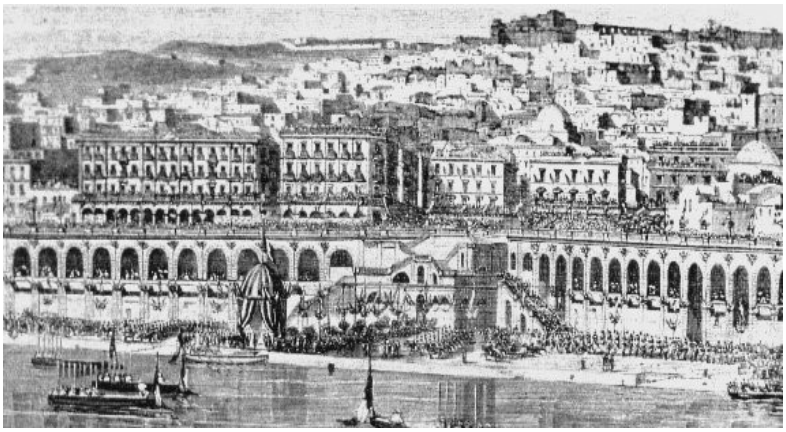
Le 17 septembre 1860, Napoléon III met le pied sur le sol algérien. Il a un grand projet en tête : un royaume arabe, qui s'étendrait d'Alger à Bagdad, sous la protection de la France. Un royaume où règnerait l'égalité entre indigènes et Européens. Napoléon III n'était ni un illusionniste ni un rêveur chimérique égaré en terre d'Afrique, mais plutôt un homme en avance sur son temps.


Abdel-Kader


Napoléon III


Ismaÿl Urbain

En 1865 (du 2 mai au 8 juin), il effectue une seconde visite en Algérie. Il traverse la méditerranée seul, et il a confié la régence à l'impératrice. Le 2 mai 1865, *l'Aigle* accoste au port d'Alger. Ce séjour, de plus d'un mois, va lui permettre de visiter de nombreuses villes: Rélizane, Oran, Mostaganem, Biskra, Bône, Tizi-Ouzou...



Pour se rendre à Blida, il empruntera la première ligne ferroviaire du pays, la toute récente liaison Alger-Blida. Il prononcera de nombreux discours où il exprime son désir de voir l'Algérie devenir un modèle de prospérité économique.

***« L'Empereur et sa suite ont parcouru en voiture plus de 3 000 kilomètres. Tout le voyage a comporté un horaire très chargé, une alternance de séances de travail, notamment dans les Conseils généraux, et de prises de contact personnelles, tant avec des civils qu'avec des militaires, tant avec des Européens qu'avec des musulmans.*»**

En quittant l'Algérie après ce second voyage, l'empereur déclara qu'il y reviendrait. La maladie et le conflit franco-prussien de 1870 rendirent ce projet irréalisable.

Dés son retour, le 14 juillet 1865, est promulgué un sénatus-consulte (texte de loi émanant du Sénat), régissant la nationalité des habitant de l'Algérie et permettant aux Musulmans d'accéder aux postes administratifs et, après le décret du 27 décembre 1866, à la gestion des communes en échange de leur renoncement à la loi coranique, spécialement la polygamie incompatible avec la loi française. Cependant en souhaitant associer les autochtones au devenir de la colonie, en leur donnant la nationalité française, en souhaitant rapprocher les colons européens et les musulmans, en respectant les religions, Napoléon III a mené une politique novatrice mal comprise car trop en avance sur l'histoire. Le Royaume arabe, vaste puissance économique, restera une utopie.

Mais en France tout ne va pas pour le mieux ! L'expansion économique ne profite pas aux classes démunies. Durant les années 1852-1870 seuls les notables qui soutiennent le régime impérial voient leur sort nettement amélioré.

Les syndicats, tolérés depuis 1866, se multiplient sous l'impulsion de l'Internationale et les grèves, dont la principale cause est la baisse des salaires réels en raison des difficultés économiques, prennent un caractère politique à partir de 1869. Cette année-là, en juin, une grève à Firminy donne lieu à l'affrontement sanglant de La Ricamarie entre la troupe et les grévistes. Une autre catastrophe de même nature se produit à Carmaux en octobre. En 1870, le mouvement gréviste reprend. L'agitation s'étend à travers la France, notamment au Creusot et en Alsace.

La défaite de 1970 où il sera fait prisonnier à SEDAN le 2 septembre entrainera sa capitulation qui est signée au château de Bellevue (Ardennes). À Lyon, Marseille et Paris, sitôt connu le désastre, l'empereur est déchu et la République proclamée.

Le gouvernement provisoire poursuit la guerre cependant que les Prussiens se dirigent à marches forcées vers Paris. La capitale va subir un siège éprouvant jusqu'à l'armistice de janvier 1871.

De son côté, l'ex-empereur quittera sa prison de Wilhelmshösse, dans la Hesse, et rejoindra sa femme, l'ex-impératrice Eugénie, à Londres. C'est là qu'il mourra le 9 janvier 1873, en se faisant opérer de la maladie de la pierre. Son fils unique, le prince Eugène, sera tué en combattant les Zoulous d'Afrique du Sud au service de l'armée anglaise, en 1879. La mort tragique du Prince impérial laissera orphelins les derniers bonapartistes.

3/ Un Général qui change de cap (Auteur Philippe MASSON)

[Source Historia Magazine n°86 pages 2477 à 2481)]

ALGER, avril 1960. C'est l'explosion du printemps. Mais un homme reste insensible au renouveau. Paul DELOUVRIER se sent envahi par la morosité. Depuis quelques semaines, en effet, le délégué général a perdu de son dynamisme. Maintenant il est rapidement agacé et volontiers agressif. En fait, les retombées de la ''semaine des barricades'' n'ont pas fini de se faire sentir. DELOUVRIER sent que les beaux jours de son proconsulat s'achèvent et que l'Algérie qu'il aimait, sans être celle de papa, n'est plus.



Pourtant, malgré tout ce qu'on avait pu croire ou craindre, Paul DELOUVRIER n'est pas condamné. Il restera encore longtemps à son poste.
C'est le Général de Gaulle lui-même qui lui en donné l'assurance. Il n'en a pas moins fallu se séparer du fidèle MAFFART et le remplacer par Jean VAUJOUR, dont la compétence, il est vrai, est hors de pair. Il y a plus grave. Il faut maintenant d'accommoder de la présence du nouveau directeur des affaires politiques, François COULET, gaulliste de stricte observance qui va jouer les commissaires politiques et guetter les moindre faux pas. Mais surtout, CHALLE, après une ultime algarade, a dû faire ses adieux à l'armée et quitter l'Algérie pour la sinécure dorée de Fontainebleau.

Avec ce départ, c'est la fin d'une belle équipe, d'un tandem « entre lequel on n'aurait pu glisser une feuille de papier à cigarette ». DELOUVRIER perd non seulement un homme avec qui une collaboration de confiance s'était établie, mais un ami. Dès lors, l'atmosphère du G.G. ne sera plus jamais la même. CHALLE s'y était fait aménager un bureau. Il n'avait qu'un couloir à traverser pour faire irruption dans celui de DELOUVRIER, la pipe au bec, et venir bavarder, proposer une idée, demander un conseil.

C'est le général CREPIN qui remplace CHALLE. Pour le délégué général, le nouveau commandant en chef n'est pas un inconnu. Quatre mois plus tôt, c'est lui qui a eu déjà l'honneur de remplacer MASSU à la tête du corps d'armée d'Alger. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas d'atomes crochus, de sympathie naturelle entre les deux hommes. Lors de la « semaine des barricade », CREPIN et DELOUVRIER se sont déjà durement accrochés.

"DUDULE a viré sa cuti"

DELOUVRIER n'a d'ailleurs pas caché qu'il aurait souhaité un autre choix. C'est GAMBIEZ, à la tête du corps d'armée d'Oran, qui avait ses préférences. Avec son air de bon grand-père, son œil pétillant, son ton posé et mesuré, GAMBIEZ possédait tous les éléments pour réconforter l'armée, lui faire oublier sa nouvelle désillusion. Mais de Gaulle a tranché en faveur d'un inconditionnel, un « iceberg gaulliste », avec lequel il ne faudra pas barguigner.

En tout cas, CREPIN, *allias* « DUDULE » ou « Casse-noisettes » pour les initiés, déplait souverainement au délégué général, qui ne peut vraiment pas le voir en peinture. Il faut bien admettre d'ailleurs que le nouveau commandant en chef n'a rien qui puisse séduire à première vue et qu'il ne fait d'ailleurs rien pour plaire.

Ce polytechnicien, cet artilleur, sévère, bourru, à la carrure de joueur de rugby, le cheveu coupé ras, les yeux bleu acier, le visage taillé à coups de serpe, affectionne les attitudes distantes et les réparties sèches, qui ne dissimulent, à tout prendre, qu'une grande timidité. Dans l'armée, on ne le connait pratiquement pas et il n'a jamais eu la réputation d'un meneur d'hommes. On a eu l'occasion de le constater quand il a eu l'honneur de succéder à MASSU, qui était adoré de ses troupes. CREPIN est un isolé qui en tire quelque vanité. On ne lui connait qu'une passion : l'escalade en montagne.
On ne peut cependant imaginer qu'une collaboration neutre, impersonnelle, va s'établir entre le délégué général et le commandant en chef. L'un et l'autre communient d'ailleurs dans la même admiration pour le chef de l'Etat et CREPIN semble vouloir s'effacer derrière le pouvoir civil. Au nouveau directeur de cabinet, il a déclaré tout de go : « Moi, je suis un soldat, un militaire qui obéit et exécute. Paul DELOUVRIER me donnera ses instructions, je lui dirai si c'est possible ou non. Je suivrai la politique de l'Elysée. Je suis inconditionnellement fidèle au général de Gaulle. Je serai ici un instrument de pacification et d'ordre. » De fait, dans les débuts, CREPIN affecte de « solliciter » des entrevues de DELOUVRIER.

C'est dès le début de l'été qu'une tension se manifeste entre les deux grands responsables de l'Algérie. Derrière ses allures soumises, « DUDULE » fait preuve d'une susceptibilité agaçante. Il s'irrite de voir Jean VAUJOUR prendre des notes au cours de la conférence quotidienne : « Je trouve extrêmement désagréable que cotre collaborateur prenne en note ce que je dis ! » Mais il y a beaucoup plus grave. Trois mois ne se sont pas écoulés que s'évanouissent les bonnes résolutions de l'homme lige de l'Elysée : pacification et maintien de l'ordre, et un journal parisien peut titrer avec vraisemblance : « DUDULE a viré sa cuti ».

"Monsieur Ferhat Abbas"



C'est au début de l'été, quelques semaines après le discours du président de la République, le 14 juin, que le virage s'est amorcé. Ayant pris à son tour conscience du malaise de l'armée, de l'inquiétude des pieds-noirs, de l'angoisse des harkis, CREPIN y va, lui aussi, de sa petite allocution, le 5 juillet, à Collo. Et lui aussi se fait fort d'interpréter la pensée du général de Gaulle dans un sens qui lui est strictement personnel. Il y a bien quelques précautions ai début. A la surprise générale, il donne du « Monsieur » à Ferhat Abbas. Il adresse quelques admonestations à la « population européenne de ce pays, toujours très sensibilisée et qui se plaît à dire que tout est perdu ». Il regrette que quelques officiers, peu nombreux d'ailleurs, n'hésitent pas à se joindre à elle.

A l'en croire, ce comportement ne se justifie nullement. Le discours du 14 juin « n'amène rien de nouveau », même si « le ton est plus conciliant ». Si le G.P.R.A. accepte de négocier, c'est tout simplement que « la situation militaire du FLN est mauvaise ». D'ailleurs, le recours à l'autodétermination « écarte le GPRA comme seul interlocuteur valable et lui interdit une place de choix ».

De sa dernière entrevue avec le chef de l'Etat, le commandant en chef peut assurer qu'il a obtenu « toutes les garanties […] qu'il a demandées » et des précisions sur les termes employés par le général de Gaulle lors de son allocution, tels que « fin honorable des combats », « destination des armes », « sort des combattants ». L'exégèse en est simple.

« La fin honorable des combats veut tout simplement dire que sera déterminé le choix des lieux où se présenteront les rebelles, sans honneurs et sans vexations. La destination des armes ? Toutes les armes seront rendues et leur sort sera fixé, destruction ou garde. Le sort des combattants ? Ceci amènera une implication politique inévitable, surtout en ce qui concerne les rebelles de l'extérieur. Les rebelles essaieront toujours de parler politique. Les émissaires à Melun l'ont essayé en vain. Il n'est envisagé ni discussions politiques ni décisions politiques. Il s'agit donc maintenant d'un problème moral. »

CREPIN prononce également quelques paroles d'apaisement à l'égard des Harkis, visiblement déconcertés par le discours du 14 juin et les négociations de Melun. « Il faut rassurer nos gens, car si le cessez-le-feu aboutit dans les conditions actuelles, ce sera une victoire pour notre armée. Il faut le dire avec foi car cela est vrai. Il faut rassurer nos harkis. Aucune diminution du nombre de harkis n'est liée au cessez-le-feu. Bien entendu, dans les années de calme qui suivront le cessez-le feu, la vie normale reprendra et le nombre actuel des harkis ne sera pas maintenu. L'armée restera en Algérie. Les rebelles n'obtiendront jamais l'indépendance de l'Algérie. »

Pour nombre d'officiers, les paroles de « DUDULE » font l'effet d'un baume. Sans trop y croire, on découvre un autre CREPIN. Les jours suivants, le commandant en chef précise ses propos, au cours de sa propre « tournée des popotes », qui le conduit

en Oranie, dans l'Algérois et dans l'Aurès. Il se confirme même que CREPIN se convertit aux vertus de l'action psychologique. « L'effort principal doit porter vers l'action psychologique, précise-t-il. L'action militaire est surtout importante par ses conséquences psychologiques plus que par les résultats matériels. » Enfin, il ne peut résister au traditionnel coup de patte contre « une presse progressiste où certains jouent un rôle équivalent à celui de FERDONNET en 1939. L'armée restera en Algérie ».

Ainsi le virage est pris et bien pris. Les bonnes résolutions sont loin et CREPIN fait maintenant de la politique alors qu'à son arrivée il avait juré ses grands dieux d'en rester à l'écart, malgré une mise en garde de CHALLE : « En guerre subversive, où l'on doit conquérir la population et non des cailloux, on ne peut éviter de dire à une population quel avenir on lui propose. Et l'avenir politique à court ou moyen terme y est inclus. Qu'on le veuille ou non ! » En tout cas, pour le commandant en chef, il ne s'agit pas encore d'une révolte, d'un véritable drame de conscience. Pour l'heure, le loyalisme reste intact. L'exégèse n'en conduit pas moins à des propos très Algérie Française, dont on avait perdu l'habitude depuis 1958…

Le comportement de CREPIN n'en déplaît pas moins souverainement à DELOUVRIER, tant il va à l'encontre de ses instructions et de ses directives et se trouve en contradiction avec les propos du général ELY, réputé pourtant pour être la « conscience » de l'armée, et des paroles mêmes que le chef de l'Etat vient de prononcer lors de son voyage en Normandie. Au cours d'une tournée qui va le remettre en contact avec 13 généraux et 76 colonels, ELY, avec de multiples circonlocutions, précise que l'armée doit se garder de faire de la politique, mais qu' « il lui appartient de faire sentir, de faire comprendre à la population musulmane, que son intérêt est de choisir la solution la plus française ». L'Algérie ne doit pas sortir du « cadre français », mais c'est le recours sincère à l'autodétermination qui lui permettra de régler définitivement le problème. Quant au président de la République lui-même, il vient d'affirmer que l'autodétermination doit conduire à une « Algérie algérienne ayant des liens étroits avec la France ».

CREPIN devient ingouvernable

A la fin de l'été, CREPIN franchit un pas supplémentaire. C'est la révolte ouverte. A l'occasion du voyage de Michel DEBRE pour le deuxième anniversaire du plan de Constantine, il s'en prend directement au délégué général et lui reproche de ne jamais faire la moindre allusion à l'intégration. « Les Européens sont dans un état de crainte permanent, déclare-t-il, et on ne leur parle que d'association dans l'autodétermination sans évoquer les autres solutions. »

Rouge de colère, DELOUVRIER veut crever l'abcès et demande l'intervention du premier ministre. A sa stupéfaction, DEBRE se montre hésitant, évasif. Lui aussi est en proie à une crise de conscience. « Il ne s'agit pas d'abandon…Faites votre métier de militaire. » DELOUVRIER ne cache pas alors sa déception. Avec l'armée, il vient d'échouer, sans aucun doute. Il n'a pas réussi à faire admettre à « ses » officiers que l'évolution économique et sociale de l'Algérie devait conduire à une autre formule que celle d'une indépendance absolue ou une intégration irréalisable.



[Une des célèbres conférences de presse du général de Gaulle en présence de son Premier ministre M.DEBRE (à gauche) le 25 mars 1959. Photo : AFP]

A la veille de l'automne, tout apparaît bien sombre. « DUDULE » devient agressif, ingouvernable. DEBRE, ingouvernable. DEBRE est insaisissable. De Gaulle, à n'en pas douter, prépare une nouvelle initiative dont son délégué général ne sera averti que par la radio. Une nouvelle effervescence se manifeste à Alger et, pour clore le tout, SALAN vient de débarquer avec armes et bagages. Le temps où le délégué général déclarait ne vouloir s'occuper que des problèmes économiques est bien loin.

4/ Le Général d'armée Jean CREPIN

Jean CREPIN est né le 1er septembre 1908 à Bernaville (Somme), dans une famille d'industriels,

Il entre à Polytechnique en 1928 et choisit la carrière militaire. Il sert dans l'artillerie coloniale à partir de 1930. Promu capitaine en 1938, il est envoyé, au moment de la guerre, au Cameroun pour y mettre en place une batterie de côte à Manoka.

Décidé, dès l'armistice, à poursuivre la lutte, il s'engage, sur place, dans les FFL, le 28 août 1940. De ce fait son épouse et ses deux enfants seront amenés, dès l'automne 1940, à quitter un refuge sûr au Sud de la Garonne puis, plus tard, Nice, en raison des pressions vichystes



(Jean CREPIN (1908-1996)

Ils se réfugieront dans un petit village de montagne où son épouse trouvera la mort par mine allemande, en septembre 1944. Les enfants emmenés, à pied, en déportation, pourront s'échapper du convoi grâce à un ménage d'instituteurs.

Promu Chef d'escadron, Jean CREPIN prend le commandement du groupe de l'AEF Cameroun et devient adjoint du général commandant concernant l'artillerie.

Commandant l'artillerie dans la campagne du Fezzan au sein de la colonne du général LECLERC, il se distingue, lors de l'attaque d'El-Araneb, par sa haute valeur technique et son efficacité, mettant hors de combat 4 pièces de 77, ennemies. Il se fait encore remarquer lors de la campagne de Tunisie, au cours des attaques allemandes sur Ksar Rhilane, le 10 mars 1943, où il contribue, pour une grande part à la résistance victorieuse, ainsi que dans le Djebel Melab où il fait preuve d'une belle maîtrise de son commandement sous le feu. Blessé le 26 mars 1943, il reste en ligne jusqu'à la relève des unités.

Promu lieutenant-colonel, il prend le commandement, en juin 1943 du 3e régiment d'artillerie coloniale (RAC) qui se condense, en novembre 1943, pour former le 1er Groupe du 3e RAC.

Jean CREPIN est ensuite nommé à la tête de l'artillerie divisionnaire de la 2e DB et débarque en France le 2 août 1944. Lors de la libération de Paris, dans l'après-midi du 25 août, seul avec le chef d'état-major de la garnison allemande, il obtient la capitulation du point d'appui du Luxembourg, économisant ainsi des vies humaines et évitant la destruction de monuments historiques.

Il s'illustre, une fois de plus, au coirs des opérations du 13 au 24 novembre 1944, montrant un sens tactique remarquable en réalisant toutes les actions d'artillerie qui lui sont demandées. Ainsi, par les feux de ses groupes en appui direct ou en action d'ensemble, il permet de rompre les défenses ennemies, en particulier le 21 novembre 1944 dans la région du Nieferhoff et Saint-Quirin, facilitant l'exploitation par les éléments blindés. Il est l'un des principaux artisans de la victoire de Strasbourg.

Jean CREPIN termine la guerre avec le grade de colonel.

En décembre 1945, il embarque pour Saïgon et prend le commandement de l'artillerie du Corps Expéditionnaire Français en Extrême-Orient. Il est l'adjoint du général commandant les troupes d'Indochine Nord de la 9e Division d'Infanterie Coloniale (DIC).

Il occupe en 1946 le poste de Commissaire de la République pour le Tonkin et le Nord Annam. De retour en Métropole en 1947, il est affecté à l'Inspection Générales des Forces Armées.

Auditeur à l'Institut des hautes études de la Défense Nationale en janvier 1949, il devient en octobre, chef d'état-major du ministre de la Défense Nationale René PLEVEN.

Général de brigade en1950, il est, l'année suivante, chef du cabinet militaire du Président du Conseil, René PLEVEN.

Secrétaire général adjoint de la Défense nationale en 1954. De 1955 à 1958 il organise, dans le secret, avec Pierre GUILLAUMAT, les études initiales pour la réalisation d'une arme atomique. A la même époque, comme Inspecteur général des fabrications et programmes des forces Armées, il réorganise, complètement, l'industrie des engins tactiques français.

Promu général de division en 1957, puis général de corps d'armée en 1959.

Commandant en chef en Algérie en 1960 puis commandant en chef des Forces Françaises en Allemagne en 1961. La même année, il reçoit ses étoiles de général d'armée.

Commandant en chef des forces alliées du secteur Centre Europe en 1963, il quitte ce poste en 1966 lorsque la France retire ses forces de l'OTAN.

En 1967, il est admis il est admis en 2e section, et occupe les fonctions de PDG de Nord Aviation. Il est également membre titulaire du Conseil Supérieur de la Guerre.

En 1970, il est vice-président de la SNIAS et président d'Euromissile.

Jean CREPIN est décédé le 4 mai 1996 à Achères la Forêt (Seine et Marne) où il a été inhumé.

Décorations :

Grand croix de la Légion d'honneur,
Compagnon de la libération –décret du 2 juin 1943,
Croix de Guerre 39/45 (5 citations),
Croix de la Valeur Militaire,
Croix de Guerre des TOE,
Médaille Coloniale avec agrafes ''FEZZAN'', ''TRIPOLITAINE'', ''TUNISIE'', ''E.O.'',
Médaille de l'Aéronautique,
Distinguished Service Order (GB),
Silver Star (USA),
Bronze Star (USA),
Officier de la Légion of Mérit (USA),
Présidential Unit Citation (USA),
Grand Croix de l'ordre du Mérite (RFA),

EPILOGUE BOURKIKA

De nos jours (2008) = 22118 habitants.



SYNTHESE réalisée grâce aux Auteurs précités et aux Sites ci-dessous :

http://alger-roi.fr/Alger//plaine_mitidja/communes/textes/10_plaine_mitidja_communes_bourkika.htm
http://www.napoleon.org/fr/salle_lecture/articles/files/deux_voyages_napoleon_iii.asp
http://babelouedstory.com/voix_du_bled/1661/1661.html
http://jean.salvano.perso.sfr.fr/Blida/Darnatigues.pdf
http://www.algeriepyrenees.com/tag/Cherchell%20Tipasa/40
http://m.marengomonamour.com/pages/historique/la-tribu-des-hadjouts.html?version=mobile
http://www.memorial-genweb.org/~memorial2/html/fr/resultcommune.php?dpt=9352&idsource=54411&table=bp08
http://www.kabyle.com/creation-lalgerie-lempereur-napoleon-iii-22405-04112013
www.vitaminedz.com

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude Rosso **[jeanclaude.rosso4@gmail.com]**